

Institut National de la
Recherche Agronomique
(INRA)

International Board for Plant
Genetic Resources
(IBPGR)

Centre de Coopération Internationale
en Recherche Agronomique pour le
Développement
(CIRAD)

Institut Français de Recherche
Scientifique pour le Développement
en Coopération
(ORSTOM)

ACCORD-CADRE DE COOPERATION

Considérant que l'International Board for Plant Genetic Resources s'intéresse à la recherche et la formation dans le domaine des ressources génétiques, en particulier les gènes d'espèces cultivées et fourragères et d'autres plantes importantes pour l'agriculture, en particulier pour les pays en développement ;

Considérant que l'Institut National de la Recherche Agronomique, le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement et l'Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération ont un intérêt pour la recherche agronomique de base et appliquée et pour la formation en France et dans les régions chaudes tropicales et sub-tropicales en général ;

Considérant que les objectifs de l'IBPGR, de l'INRA, du CIRAD et de l'ORSTOM sont complémentaires et peuvent être poursuivis par la mise en oeuvre de programmes communs de recherche et de formation.

L'International Board for Plant Genetic Resources (IBPGR) dont le siège est c/o FAO of the United Nations, Via delle Sette Chiese 142, 00145 Rome, Italie, représenté par son Directeur, Dr. G. Hawtin,

d'une part,

et,

L'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA) dont le siège est 147, rue de l'Université 75338 Paris Cedex 07, représenté par son Directeur Général, M. Hervé Bichat,

Le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD) dont le siège est 42, rue Scheffer 75116 Paris, représenté par son Directeur Général, M. Henri Carsalade,

L'Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (ORSTOM) dont le siège est 213, rue La Fayette 75010 Paris, représenté par son Directeur Général, M. Gérard Winter,

d'autre part,

SONT CONVENUS DE L'ACCORD SUIVANT :

ARTICLE 1 : OBJECTIF DE L'ACCORD-CADRE

Dans le cadre de leurs mandats respectifs, les parties ont décidé de développer conjointement des recherches dans les domaines d'intérêt commun afin d'améliorer l'efficacité de la recherche et de la formation sur les ressources génétiques des plantes en coopération avec les programmes nationaux des pays en développement concernés.

ARTICLE 2 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre définit les conditions de la coopération entre les parties, qui pourra porter sur les éléments suivants :

- a) La planification et l'exécution conjointes d'actions de recherche et/ou de formation sur des thèmes définis d'un commun accord par les parties ;
- b) l'échange ou l'affectation sur programme conjoint de personnel scientifique ou d'autre personnel ;
- c) l'organisation conjointe de stages, voyages d'études et autres formes de perfectionnement des personnels ;
- d) la cession et l'échange d'informations scientifiques et techniques ainsi que d'informations relatives à l'organisation des parties sous la forme notamment de publications, rapports scientifiques et autres documents ;
- e) l'organisation conjointe de conférences, séminaires, ateliers, cours, stages et visites de formation.

ARTICLE 3 : PROGRAMMATION DES ACTIONS DE COOPERATION

Les actions de coopération revêtiront l'une ou l'autre des formes définies à l'Article 2.

Les actions de coopération en cours sont examinées et de nouvelles actions décidées lors d'une réunion de programmation tenue tous les deux ans, ou plus fréquemment si les parties en conviennent, dans un lieu défini en commun.

Chaque action de coopération fait l'objet d'un protocole particulier entre l'IBPGR et celui ou ceux des trois organismes français intéressés, protocole établissant les thèmes, objectifs, durée, modalités d'exécution et moyens à mettre en oeuvre.

Ces actions de coopération peuvent également être conduites avec des tiers, par exemple des institutions de pays en développement que les parties peuvent convenir de rendre co-signataires du protocole.

ARTICLE 4 : CONTROLE SCIENTIFIQUE, DISCIPLINE GENERALE, STATUTS ET OBLIGATIONS D'UN AGENT D'UNE DES PARTIES SEJOURNANT OU AFFECTE CHEZ LE PARTENAIRE

4.1

En dehors des cas où les règles de la gestion de leurs activités scientifiques sont définies par le protocole particulier prévu à l'Article 3, les chercheurs de chaque partie restent sous le contrôle scientifique de l'institution à laquelle ils appartiennent. Toutefois, ils restent soumis durant leur séjour aux règles générales de discipline en vigueur dans l'institution d'accueil.

4.2

La situation administrative personnelle de ces agents est régie par les dispositions statutaires en vigueur dans leur organisme d'origine.

A moins d'être spécifié différemment dans un protocole particulier, chaque organisme reste responsable de la rémunération et de la couverture sociale de ses agents, en les assurant contre les risques de maladie, d'accidents, du travail en particulier, d'invalidité et de décès, conformément à sa réglementation propre.

Le paiement par l'une ou l'autre organisation des dépenses de voyages du personnel de recherche et de sa famille à l'organisation hôte sera réglé, cas par cas, par le protocole prévu à l'Article 3, en accord avec les règles internes de chaque organisation.

4.3

En dehors des dispositions contraires qui pourraient être définies par le protocole prévu à l'Article 3, chaque institution qui accueille des chercheurs fournit les moyens nécessaires aux champs, dans les laboratoires et autres locaux, ce qui comprend le personnel technique, les équipements scientifiques et techniques, les transports sur le terrain et les dépenses de fonctionnement, dans les mêmes conditions que ce qu'elle fournit à son propre personnel scientifique. Le cas échéant, le logement et un moyen de transport sont également mis à la disposition.

Considérant les obligations contractuelles, la structure d'accueil doit veiller au bon fonctionnement du matériel et des équipements scientifiques ou non, mis à la disposition des agents qu'elle reçoit, et doit leur communiquer les consignes de sécurité nécessaires à leur bonne utilisation.

La structure d'accueil possédant les équipements et les installations, scientifiques ou non, mis à la disposition des agents qu'elle reçoit dans le cadre de l'exécution de la présente convention et des protocoles en découlant, ainsi que les matériels mentionnés à l'article 2 alinéa d), assure de ce fait la garde de ceux-ci et, par conséquent, assume la responsabilité et les dépenses qui résulteraient de leur utilisation.

La structure d'origine demeure civilement responsable de ses agents dans le cadre de leurs attributions et dans l'exercice de leur fonction, et assume de ce fait, la réparation des dommages aux personnes et aux biens qui résulterait de leurs activités.

ARTICLE 5 : RAPPORTS D'ACTIVITES

Les laboratoires et les responsables concernés par les opérations définies par un protocole particulier, convenu dans le cadre prévu à l'Article 3, fournissent aux deux parties des rapports annuels d'activités qui seront disponibles pour la réunion prévue à l'Article 3.

ARTICLE 6 : PUBLICATIONS

Les publications, rapports et autres documents résultant des activités exécutées en vertu de présent accord ou d'un protocole particulier sont publiés soit sous le timbre conjoint des institutions participantes, soit indépendamment, avec mention de la coopération avec les autres parties.

ARTICLE 7 : DUREE

L'accord-cadre est conclu initialement pour une période de trois ans, renouvelable par tacite reconduction, sauf notification au moins trois mois à l'avance avant la date d'expiration, par une partie qui désirerait le terminer, ou s'en retirer ou le modifier.

ARTICLE 8 : PROPRIETE DES RESULTATS

8.1

Toute technologie ou méthode développée par l'une des parties ainsi que les matériels génétiques végétaux possédés par l'une des parties, quand ils sont mis à disposition de l'autre ou d'une organisation choisie en commun, dans le cadre du présent accord, devront, lors de leur transfert, faire l'objet d'un inventaire qui mentionnera la provenance, la destination, les quantités, types, espèces, qualité et finalités d'emploi par le destinataire dont chaque partie recevra et conservera un exemplaire.

8.2

Les technologies, méthodes et matériels mis à disposition par l'une des parties dans le cadre du présent accord-cadre demeurent sa propriété.

Les échanges et prêts de techniques et de matériels se font à titre gratuit dans la mesure où ils sont exclusivement destinés à des fins de recherche.

8.3

Chaque partie pourra donner gratuitement ou contracter, conjointement ou séparément, avec tout tiers, le produit des recherches effectuées en commun et pourra en recevoir la juste rémunération, sans que l'autre partie puisse s'y opposer.

Toutefois, dans le cas où elles contracteraient séparément, les parties s'engagent à se tenir mutuellement et réciproquement informées de la manière dont sera utilisé, au profit de la recherche, le produit des contrats. Les modalités pratiques d'application de ces principes feront l'objet d'accords particuliers, si nécessaire.

ARTICLE 9 : CONFIRMATION

Lorsque l'International Plant Genetic Resources Institute (IPGRI) deviendra le successeur de l'IBPGR, il se substituera légalement et intégralement à celui-ci en qualité de co-signataire de l'Accord-cadre de coopération avec INRA, CIRAD ET ORSTOM.

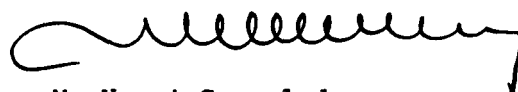
Signé à Paris le **24 DEC, 1991**

Le Directeur de l'International
Board for Plant Genetic Resources
(IBPGR)



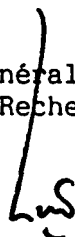
Dr. G. Hawtin

Le Directeur Général du Centre de
Coopération Internationale en
Recherche Agronomique pour le
Développement (CIRAD)



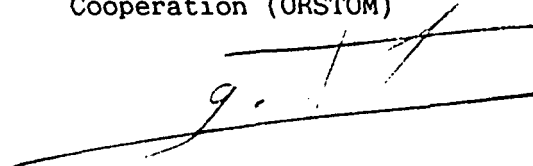
M. Henri Carsalade

Le Directeur Général de l'Institut
National de la Recherche Agronomique
(INRA)



M. Hervé Bichat

Le Directeur Général de l'Institut
Français de Recherche Scientifique
pour le Développement en
Coopération (ORSTOM)



M. Gérard Winter